
MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Maître de l'ouvrage
MINISTERE DE LA JUSTICE

Aménagements pour la mise en accessibilité de la
Maison Centrale d'Arles

Cahier des Clauses Techniques Particulières
(C.C.T.P.)
Lot 05: Electricité

Phase : DCE
Date : 04-04-22
INDICE A – 23-09-22 – maj OPC

Tampon et signature de l'entreprise

MOE conception :
QCS SERVICES
494, rue Maurice Schumann
30 000 NIMES
Tél. 04-66-70-96-58

AMO :
Cabinet Clément

Economiste de la Construction :
Olivier CUER CONSEILS
Lieu dit Le Roux
69 430 VERNAY
Email : olivier.cuer@cuer.fr
Tél : 06-85-55-55-57

OPC :
QUADRATURES

Dans le cadre de son marché, les travaux du présent lot comprennent avec obligation de résultat, la réalisation des prestations conformément à la réglementation.

I. GENERALITE

1. TRAVAUX PREVUS

La description des ouvrages donne les détails d'exécution, mais celle-ci ne peut être limitative, et les entreprises devront réaliser l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de l'ouvrage, même ceux non explicitement décrits, mais reconnus nécessaires suivant les plans, les Règles de l'Art et les documents techniques.

2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

Pour l'exécution de l'ensemble des travaux et installation, l'entrepreneur sera soumis, sauf stipulations contraires du présent C.C.T.P., aux Normes, Règles et Prescriptions techniques, en vigueur à la date de remise de l'offre.

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de ces documents qui ne lui seront pas fournis mais qui constituent avec les pièces fournies par le maître d'œuvre les documents contractuels du Marché.

3. RECONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé s'être rendu compte de l'état des lieux et de la construction, et notamment de l'importance des ouvrages à démolir, de ceux à conserver et protéger, des dispositions du terrain, des accès, des abords, des possibilités de stockage des matériaux, d'approvisionnement, des lieux d'évacuations des déblais et gravois... Il ne pourra invoquer son ignorance pour élever une quelconque réclamation après la conclusion du marché.

4. ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS REMIS PAR LES CONCEPTEURS

Chaque entrepreneur vérifiera les cotes des plans et sera tenu de signaler en temps utile aux concepteurs et au Maître de l'ouvrage, toute erreur ou omission qu'il pourrait y relever et risquant d'avoir des conséquences sur les travaux de son propre lot ou sur celui des autres corps d'état. De même, s'il relève des erreurs, omissions ou anomalies dans les pièces écrites (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire en particulier) qui lui seront remises au moment de la consultation des entreprises, il lui est fait obligation d'en aviser les Concepteurs et le Maître de l'ouvrage avant l'envoi de son offre. Passé ce délai, plus aucune réclamation ne sera recevable. Les quantités indiquées dans le cadre du DPGF sont fixées par le Maître d'œuvre : elles sont données à titre indicatif et ne revêtent pas un caractère contractuel.

En cours d'exécution, aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les plans et l'entrepreneur aura à sa charge de s'assurer sur place avant toute fabrication et mise en œuvre, de la possibilité de respecter les cotes et indications diverses mentionnées sur les plans.

5. VARIANTES

La proposition de prix de l'entreprise sera obligatoirement chiffrée conformément aux dispositions du projet. Néanmoins, toute latitude est laissée aux entrepreneurs pour proposer des variantes si celles-ci apportent une amélioration ou une économie évidente.

6. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur devra respecter :

- Les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées et d'assurer une protection particulière de certains éléments par divers procédés à faire réceptionner par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre (bâches, cloisons provisoires, etc.).
- Entrepôt du matériel : aucun gardiennage n'est ou ne sera assuré sur le chantier. Chaque entreprise sera pleinement responsable de son matériel et matériaux stockés dans l'enceinte du chantier.
- Nettoyage du chantier : le chantier sera maintenu dans un état de propreté convenable. Un nettoyage journalier du chantier sera effectué par chaque entreprise présente. Le lot Maçonnerie assurera le nettoyage final des abords et ouvrages extérieurs.
- L'entreprise du lot Maçonnerie assurera toutes protections et clôtures nécessaires pour la sécurité et suivant les directives souhaitées par le maître d'œuvre et le coordinateur SPS (s'il y a lieu).

7. NETTOYAGE DU CHANTIER – PROTECTION DES OUVRAGES

Le chantier sera tenu en parfait état de propreté tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pendant l'exécution des travaux, par toutes les entreprises intervenantes.

En cas de carence d'une entreprise, dans l'exécution du nettoyage lui incombant, celui-ci sera exécuté sur ordre du maître de l'ouvrage par une autre entreprise, aux frais du défaillant.

8. FRACTIONNEMENT DES INTERVENTIONS

Chaque entreprise et quelle que soit l'importance de son lot, interviendra sur le chantier à la diligence du maître de l'ouvrage, autant de fois que nécessaire à la bonne planification des travaux de l'ensemble de la réalisation. Les prix de son offre seront réputés établis compte tenu de ces nécessités.

9. EVACUATION DES GRAVOIS

Aucun stockage de déblais ou de gravois ne sera toléré sur le chantier. Ceux-ci devront être évacués au fur et à mesure aux décharges publiques et les entreprises devront éventuellement s'acquitter des droits et taxes exigibles sur le lieu de décharge.

Les prix figurant à l'acte d'engagement comprendront obligatoirement les frais d'évacuation des gravats et autres types de déchets.

10. ORGANISATION DU CHANTIER

En principe ne seront donc portés au compte prorata que les dépenses de consommation, réparations ou remplacement d'ouvrages détériorés ou détournés si le responsable est incertain ou insolvable.

L'entreprise titulaire du lot Maçonnerie procédera au règlement des dépenses correspondantes mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Elle effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses proportionnelles aux montants des dépenses finales des marchés de chaque lot.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limitera à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Remarques générales :

- Interdiction de fumer sur le chantier.
- Travaux par points chauds à réaliser le matin uniquement.

11. OPERATION DE CONTROLE

En cours de travaux, il sera procédé à des vérifications et contrôles de qualité. Tout ouvrage qui sera négligé sera systématiquement refusé. A ce titre, chaque entreprise effectuera son propre contrôle interne.

De plus, les entreprises concernées devront effectuer, à leur charge, préalablement à la réception, les essais et vérifications de fonctionnement des équipements et installations techniques, chacune en ce qui la concerne.

Il sera établi pour chacun de ces essais et par les soins des entreprises concernées, un procès-verbal. Les entreprises concernées devront faire parvenir ces procès-verbaux au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre.

12. PLANS D'OUVRAGES EXECUTES

Dans les quinze jours suivant la réception des ouvrages, les entreprises fourniront les plans de recollement des ouvrages exécutés, les notices d'entretien ainsi que les cartes de garantie spécifiques à certains matériels en 3 exemplaires minimums.

13. ATTACHEMENTS

L'entrepreneur devra établir les attachements écrits et figurés ou photographiques nécessaires pour la localisation et la justification des travaux modificatifs par rapport au forfait prévu, particulièrement ceux appelés à être cachés ou ceux n'ayant qu'une durée provisoire (fondations).

Les attachements seront cotés, datés et soumis au visa du maître d'œuvre, pour être joints aux mémoires dont 2 exemplaires seront adressés directement au maître d'œuvre pour ses archives.

14. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne seront pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans un délai de TRENTE JOURS, à compter de la réception, l'Entrepreneur devra avoir terminé de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

15. CLAUSES PARTICULIERES LIEES A L'ENVIRONNEMENT PENITENTIAIRE :

L'entreprise devra prendre en compte dans son offre la spécificité du monde pénitentiaire et notamment respecter scrupuleusement :

- **DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES**
- **Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle.**
- **Tous les règlements propres à chaque établissement**
- **Contrainte d'accès aux établissements : dispositions communes aux établissements pénitentiaires**

II. DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Conception, fabrication et implantation suivant plans BET le cas échéant, plans généraux et carnet de détails architecte. Les précisions (marques, fabricants, distributeurs...) concernant les prescriptions portées aux descriptifs travaux sont donnés à titre indicatif, sauf mention expresse contraire. L'entreprise pourra donc faire des propositions différentes, mais elle devra sous peine de nullité :

-
- Préciser dans son offre les marques et références exactes des matériaux et matériels préconisés ;
 - Présenter des éventuels échantillons

Les éventuels quantitatifs portés dans le Descriptif Quantitatif ne sont donnés qu'à titre indicatif. Il appartient aux entrepreneurs de les vérifier et de remonter les modifications dans un document annexe. L'absence de modification vaut validation et l'entreprise ne pourra prétendre à un supplément de rémunération en cas de quantités erronées.

L'entrepreneur devra prendre connaissance des prestations respectives à la charge de tous les corps d'état. De ce fait, l'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens. Dans le cas de constatation d'anomalie ou de doublon entre les différents lots, l'entrepreneur devra le préciser dans son offre par un nota, mais il ne pourra en aucun cas arguer d'un oubli de localisation ou de description à son seul lot, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché.

Toutes les cotes devront être remesurées par l'entreprise avant lancement des fabrications et ou commandes.

Toutes les dimensions du CCTP et des plans de l'architecte sont données à titre indicatif. Les plans guides d'exécution sont réalisés et fournis par la Maîtrise d'Œuvre. Ils font partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres. Ces plans seront à respecter lors de la réalisation des travaux. Toute modification sera à soumettre au Maître d'Œuvre pour approbation avant réalisation. Cependant, il reste à la charge de l'entreprise les plans d'atelier, les plans d'exécution ou de chantier propres à sa méthodologie. Ces plans ainsi que les différentes notes de calculs seront fournis au responsable des travaux, ainsi qu'au Bureau de Contrôle, avant l'exécution de ces derniers, pour accord ou observations. Ils seront mis à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux et permettront la réalisation du dossier des ouvrages exécutés en fin de chantier.

Les frais de reproduction de ces documents pour les besoins du Marché, du Dossier de chantier sont à la charge de l'entreprise adjudicataire du présent lot qui en assurera également la diffusion auprès des personnes et organismes concernés.

L'entreprise devra gérer l'éventualité de plomb dans les peintures suivant le diagnostic existant et devra prendre en compte toutes les remarques données dans le diagnostic structurel des planchers.

L'entreprise devra prendre en compte dans ces prix unitaire le compte prorata.

Toutes les entreprises devront fournir sur demande du maître d'œuvre le permis feu.

Toutes les entreprises devront fournir la liste des personnes susceptibles d'être présentes sur le chantier

L'entreprise devra prendre à sa charge tous les frais de levage et éventuel échafaudage.

1. Adaptation de la hauteur d'un éléments électrique :

L'opération consistera à déposer l'élément et à adapter sa hauteur en vue de le rendre conforme à la législation PMR. L'entreprise du présent lot devra prendre en compte dans son offre toutes les sujétions d'exécution. Y compris toutes sujétions pour une réalisation suivant les règles de l'Art et Normes en vigueur. La présente liste n'est pas exhaustive.

Localisation :

- Bâtiment Services Généraux – Niveau 00 : équipement d'accès dans couloir Accès au bâtiment A
- Bâtiment Services Généraux – Niveau 00 : équipement d'accès dans la circulation centrale
- Bâtiment Services Généraux – Niveau 00 : équipement d'accès dans la circulation centrale
- Bâtiment Services Généraux – Niveau 00 : équipement d'accès dans zone Vestiaires
- Bâtiment Atelier : équipement d'accès centre de formation
- Bâtiment Hébergement A : équipement d'accès (x3)
- Entrée extérieure du site : adaptation équipement d'accès coté Parking

2. Fourniture et installation d'équipements électriques :

L'entreprise devra prendre en compte dans son offre la spécificité du monde pénitentiaire et notamment respecter scrupuleusement les directives du Guide de référence SYSTEME DE CABLAGE

CUIVRE
Classe E_A (500 MHz)
Lien Channel

FIBRE OPTIQUE
OM4/OM5 OS2

ISO/IEC 11801
Edition 3.0

Localisation :

-
- *Extérieur : éclairages supplémentaires sur cheminement extérieur*
 - Alimentation des portiques de sécurité